

# Le Cheminot de France



Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, des Colonies et Pays de Protectorat

Rédaction et Administration : 5, Rue Cadet - PARIS (9<sup>e</sup>)

Téléphone : TAITBOUT 40-91

Chèques Postaux : Paris 26-44

Abonnement : 10 francs

...En somme, on a mis les chemins de fer dans un état d'infériorité d'exploitation normale, d'exploitation commerciale...

M. THOUMYRE,  
(interpellation au Sénat le 23 Février 1939)

## LA CONVENTION COLLECTIVE

### Plus d'ajournements ! Des réalisations !



Quoiqu'il suffise d'un décret-loi pour « nonobstant toute disposition contractuelle existante », modifier profondément les conditions de travail, il est évident qu'une convention collective est absolument nécessaire pour régler lesdites conditions et organiser les rapports entre le personnel et la direction de l'entreprise.

Il est inutile de faire l'historique détaillé des négociations concernant ladite convention jusqu'à aujourd'hui. Il suffit de rappeler que nous avons toujours été tenus éloignés des travaux de la Commission mixte. Nous avons, néanmoins, eu des contacts avec les dirigeants qualifiés de la S. N. C. F. C'était bien peu, par rapport à ce que nous estimons être seul conforme à la justice et à la doctrine démocratique qui, jusqu'à nouvel ordre, régit notre pays. Quoi qu'il en soit, nous avons réussi à obtenir que certaines de nos revendications soient prises en considération.

Actuellement, les textes de la convention collective proprement dite sont arrêtés et promulgués, sauf pour le chapitre V (Blessures, Maladie et Maternité). Mais le texte de la plupart des chapitres est d'une rédaction telle, que le principal reste à faire, c'est-à-dire que, tant que les annexes à la convention, ainsi que les instructions générales d'application ne seront pas rédigées et adoptées, la convention sera pour ainsi dire inapplicable.

Or, cela fait déjà plus de six mois que la conclusion de la convention a été annoncée à grands renforts de publicité et en termes exaltant les bienfaits de la collaboration entre les représentants de l'Etat, les « potentats du rail » et les tenants de la lutte des classes.

Depuis ce temps-là, rien ne sort. Il est vrai que, depuis juillet 1938, nous avons eu l'alerte de septembre dernier, les décrets-lois, etc., etc. Evénements autrement plus absorbants qu'une convention collective n'intéressant, après tout, que 500.000 familles de travailleurs et une industrie vitale pour le pays.

Actuellement, pour les cheminots, la plupart des règles concernant leur vie professionnelle sont en suspens, on attend, on vit dans le provisoire. N'oublions pas qu'en France, le provisoire dure souvent longtemps...

Pourtant, il y a urgence à appliquer cette convention. Car, tout de même, nous pensons que nos dirigeants n'ont ni l'espoir, ni le désir, de voir les chapitres de la convention collective subir, l'un après l'autre, le sort de l'article 62, concernant les facilités de circulation, abrogé par un décret-loi.

De tous côtés, des plaintes s'élèvent, tout le monde est las de l'incertitude dans laquelle on se trouve. On ne peut plus appliquer l'ancien statut, et l'on ne peut encore appliquer la nouvelle convention collective. Pourquoi est-on dans une situation aussi pénible? Parce qu'au lieu d'entreprendre et de régler définitivement l'application d'un chapitre avant de passer à un autre, on prétend régler tout à la fois : ce qui a pour résultat de provoquer des retards inexcusables et de mécontenter tout le monde. Les chapitres non réglés faisant protester le plus, sont, en ce moment, ceux touchant la rémunération et l'avancement.

En ce qui concerne la rémunération, nous avons déjà fait connaître nos désirs. Afin que la justice, en matière de salaires, soit respectée, il faut que les échelles de traitement révisées sortent enfin, accompagnées du nouveau tableau des filières et du classement des emplois dans les échelles.

Il y a urgence, en effet, à ce qu'il soit mis fin le plus tôt possible à la situation provisoire dans laquelle nous sommes depuis bientôt trois ans. Il faut faire finir, le plus tôt possible, le régime des allocations spéciales de cherté de vie, à la faveur duquel le principe de la rémunération proportionnelle à la qualité du travail et à l'ancienneté des services a été sacrifié en 1936 et 1937.

D'autre part, le tableau des filières devant définir les emplois et les classer dans les différentes échelles, est toujours en cours d'élaboration. Il en résulte que, tant que ce tableau ne sera pas définitivement arrêté, il ne sera pas possible d'établir les tableaux d'aptitudes. L'avancement est, en conséquence, pratiquement suspendu et le régime des fonctions, qui devrait être exceptionnel, prend une extension de plus en plus grande.

Tous les efforts de notre Fédération sont employés à faire cesser cet état de choses si préjudiciable à l'intérêt de nos camarades. Nos interventions près de la S. N. C. F., à ce sujet, sont fréquentes, mais notre non-participation aux travaux de la Commission mixte nous gêne dans notre action. Il faut s'en prendre, ici, à ceux qui sacrifient d'un cœur léger l'intérêt général et l'intérêt particulier des cheminots, à leur politique de monopole syndical. Qu'importent les torts causés à tous, pourvu qu'ils soient les seuls admis à participer aux travaux des divers comités et commissions officiels !

Quoi qu'il en soit, nous ne nous décourageons pas, forts de la confiance que nous accordons nos adhérents. Un jour ou l'autre, la vérité éclatera aux yeux de tous et nous recevrons alors la récompense de nos efforts.

En attendant, nous constatons le mécontentement qui couve. Certes, après la grève du 30 novembre, ce mécontentement ne se traduit pas en actes, mais beaucoup, après cet échec, ont été persuadés que la lutte des classes ne menait à rien. Les dirigeants de la nation et du patronat avaient une belle occasion de montrer, par des réalisations qu'ils étaient disposés à collaborer avec tous les représentants qualifiés des organisations ouvrières. Malheureusement, beaucoup commencent à croire que personne ne veut sincèrement la collaboration franche, loyale, honnête. Cela se traduit par une sorte de scepticisme vis-à-vis de tout ce qui peut arriver.

Mais le jour où des circonstances favorables le permettront ce sera encore la lutte des classes qui triomphera et avec elle, ce sera de nouveaux malheurs qui menaceront la nation et la classe ouvrière.

Que nos dirigeants réfléchissent à cela et se hâtent de satisfaire aux désirs de justice des travailleurs.

Quant à nous, continuons vis-à-vis des uns et des autres, notre travail de propagande. C'est nous, si nous suivons fidèlement notre doctrine, qui détenons les remèdes nécessaires pour que le règne de la Paix dans la Justice se réalise.

LE BUREAU FEDERAL.

## CALENDRIER SYNDICAL

**SUD-EST.** — 19 Mars, Congrès annuel à NEVERS avec le concours de PAILLIEUX.

**EST.** — 26 Mars, Congrès annuel à PARIS avec le concours de MONTALS et AMARGER.

**OUEST.** — 26 Mars, Congrès annuel à ANGERS avec le concours de L. DELSERT.

**SUD-OUEST.** — 26 Mars, Congrès annuel à TOURS avec le concours de M. GARNIER.

**FEDERATION.** — 22 et 23 Avril, Congrès fédéral à PARIS.

**A. L.** — 6, 7 et 8 Octobre, Congrès du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'Union à STRASBOURG.

## Notre Cotisation

Assurément, ce qu'il y a de moins agréable dans le syndical, c'est la cotisation et pourtant, il faut la payer, c'est encore le seul moyen qu'une organisation ouvrière ait trouvé, jusqu'à présent, pour se procurer honnêtement les ressources qui lui permettent de vivre et de faire face à toutes ses obligations.

C'est avec la cotisation — qui jusqu'à présent n'a guère dépassé, chez nous, la thune mensuelle — que vivront, non seulement le syndicat local, mais encore l'Union locale, l'Union départementale, l'Union des Syndicats de Région, la Fédération, la Confédération, la Fédération et la Confédération internationales.

Il faudra avec cela payer d'importants frais de timbres, des frais plus importants encore de presse, payer là où il est indispensable, le personnel appointé, faire vivre les militants libérés, payer des frais de matériel de bureau, machines à écrire, mobilier, téléphone, fournitures diverses, payer le loyer. Il faudra financer la propagande, faire imprimer des tracts, des affiches, louer des salles de réunions, etc., et je vous fais grâce de la liste imposante des postes de dépenses, que seul un trésorier saurait dresser sans omission.

Combien parmi ceux de nos camarades, qui parfois se font tirer l'oreille lorsque se présente le collecteur et son timbre, imaginent bien à quel point la cotisation est indispensable à la vie du syndicat, de ce syndicat dont ils attendent pourtant beaucoup et envers lequel ils se montrent souvent si exigeants.

Combien parmi ceux qui considèrent amèrement la montée des prix et sa répercussion sur leur budget familial, réfléchissent-ils que, pour le syndicat aussi, tout ce qui augmente dans les mêmes proportions ?

Pourtant, dans plusieurs syndicats, la cotisation est demeurée en 1939, au même taux qu'en 1935. Pourtant la Fédération a réalisé depuis ce temps de force de servir à ses adhérents, deux journaux par mois au lieu d'un et, si l'on veut bien se rappeler que ces journaux coûtent maintenant le double de ce qu'ils coûtaient alors, c'est quatre fois plus qu'en 1935 que la Fédération retourne aux syndicats, sous forme de journaux.

Pensez à cela, camarades, lorsqu'on vous demande votre modeste cotisation. Pensez que pour le syndicat aussi, les lettres s'affranchissent à 0 fr. 90. Rappelez-vous, qu'avant guerre, la cotisation était en général de 1 franc par mois et que de dévaluation en dévaluation, notre franc ne valait plus que 8 centimes-or, notre pièce de cent sous ne représentait plus aujourd'hui que quarante centimes-or.

N'est-il pas utile de réfléchir parfois à tout cela ?

Léon DELSERT.

## Au fil des Heures

L'hommage universel rendu à la mémoire de Pie XI nous a été droit au cœur. N'était-il pas la justification même du syndicalisme chrétien ? Car enfin, célébrer l'œuvre du grand Pape, venter comme on l'a fait de toutes parts son influence et l'efficacité de son action apostolique contre les maux de notre temps, n'était-ce pas décerner à ceux qui se l'étaient choisis pour guide un même témoignage de satisfaction ?

N'était-ce pas leur reconnaître implicitement le droit à l'existence ?

Verrons-nous donc encore à notre gauche des hommes contester à la C. F. T. C. sa raison d'être et prétendre réaliser malgré elle l'unité marxiste des travailleurs ?

Verrons-nous donc toujours à notre droite se perpétuer, autour de nos manifestations sociales ou syndicales, cette conspiration du silence qui étouffe en maintes circonstances la grande voix du Pontife défunt ? Nous sera-t-il donné de voir encore certaines « bonnes œuvres » aux mains d'ennemis irréductibles de tout progrès social ?

Hélas ! ne nous faisons pas d'illusions. Dans cet hommage que la grande masse des peuples a exigé de lire ou d'entendre, que d'inconséquences et de lâchetés ! Il est bien temps de lui « donner raison ».

Où, c'est bien la notre amertume en ces jours de triomphe et de fierté. Non, cet apothéose ne met pas fin à nos tribulations : nos adversaires n'ont pas pour autant désarmé. Maurice Guérin avait raison d'écrire récemment : « Notre monde n'est pas chrétien. Il faudra qu'il le devienne pour que la face des choses puisse enfin changer. »

Tout de même, une lumière a brillé dans les esprits, fugitive sans doute, mais si pure, si dotée, si pénétrante aussi ! Les cœurs droits et sincères en gardent la vision et, ainsi éclairés, accueilleront notre syndicalisme en libérateur.

LE OHEMINEAU.

## Le syndicalisme chrétien et l'organisation professionnelle

Le bureau de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, réuni le 19 février 1939, constatant la confusion d'idées qui se manifeste présentement à propos de l'organisation professionnelle ou corporative, fait observer :

Que, depuis la fondation de la C. F. T. C. la position de celle-ci a été progressivement définie en la matière :

Que, pour les transformations nécessaires de la société, la C. F. T. C. a déclaré, dès l'abord, vouloir recourir à la collaboration des éléments producteurs réunis dans des groupes distincts reliés par des organismes mixtes « l'indépendance des droits de chacun d'eux sont respectés » (art. 1<sup>er</sup> des statuts) ;

Que, dès avril 1934, elle envisageait une réforme de l'Etat qui « permette à la profession de se donner elle-même un statut, par le moyen de la convention collective de travail » et qui « réalise la démocratie économique par la création, à tous degrés, de conseils paritaires » ;

Que, dans la discussion du Plan de la C. F. T. C., a été posée la nécessité de ne pas confondre le social et l'économique, de ne pas sacrifier sous prétexte de corporatisme, le premier au second, « la liberté syndicale aux exigences de la production » mais au contraire, de sauvegarder, pour l'homme engagé dans le mécanisme économique, « sa liberté d'action et de critique », de « défense de sa dignité et de ses droits », conception maîtresse qui s'exprime par la distinction dans le Plan, du « corps économique » et du « corps professionnel », l'exigence d'une organisation professionnelle « à base paritaire, syndicale et proportionnelle » et d'une participation ouvrière aux divers degrés de l'organisation économique ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

Que, dans le dernier Congrès confédéral, le rapport sur le Code Moderne du Travail n'a pas seulement affirmé, en principe, l'autonomie de la profession par rapport à l'Etat, mais indiqué le moyen d'assurer pratiquement son autonomie, à savoir le règlement des affaires professionnelles par voie de conventions collectives entre syndicats ouvriers et patrons ;

SAMEDI 22, DIMANCHE 23 AVRIL 1939

## CONGRES FEDERAL

à la MAISON DU PEUPLE FRANCAIS  
42, RUE HERMEL 42, — PARIS (18<sup>e</sup>)

Ordre du jour :

**RAPPORT MORAL.** — Salaires, conventions collectives, réglementation du travail, décrets-lois.

**RAPPORT FINANCIER.** — Augmentation de la cotisation fédérale.

**REVISION DES STATUTS FEDERAUX.**

**LES SERVICES ANNEXES.** — Mutualité, assurance-accidents.

**LES ASSURANCES SOCIALES** et la caisse de prévoyance S.N.C.F.

UN PROBLEME  
TOUJOURS EN SUSPENS

## DÉFICIT et Coordination

Le chroniqueur habituel passe, cette fois, la plume à un camarade de province, particulièrement averti des choses intéressant l'organisation générale des transports qui, dans l'exposé qui va suivre, cherche à ramener l'opinion publique devant le problème angoissant du déficit des chemins de fer, toujours en attente d'une solution définitive.

A. P.

### FAISONS LE POINT

Le déficit des chemins de fer dans notre pays préoccupe depuis longtemps les hommes politiques avisés.

Les organisations syndicales de cheminots et particulièrement notre Fédération, ont depuis longtemps proposé les mesures qu'il conviendrait de prendre si l'on veut y mettre fin.

Les discussions qui ont eu lieu dans les commissions des Travaux publics, de la Chambre et du Sénat, ont montré que de nombreux et gros intérêts étaient en jeu.

Il nous est apparu, en définitive, qu'une décision gouvernementale ne pouvait être prise que si elle s'appuyait sur un vaste mouvement d'opinion, lequel ne peut être déclenché qu'à la suite d'une campagne d'information. Cheminots, mes camarades, c'est à vous qu'il appartient d'être les promoteurs de ce mouvement d'opinion si désirable et sans lequel le magnifique outil national que constituent les Chemins de Fer, dont l'exploitation vous fait vivre, est menacé de mort lente et irrémédiable.

Afin de vous aider dans cette tâche d'informateurs, il nous a paru utile de procéder, dans notre journal, à la mise au point de nos idées en la matière. Lisez donc attentivement cet article, faites-le lire autour de vous, assurez sa large diffusion.

Il serait souhaitable que tous les citoyens puissent être exactement informés de la grave question qui nous préoccupe afin qu'ils puissent exiger de leurs représentants au gouvernement une politique enfin cohérente et énergique avec l'emploi des seuls remèdes efficaces à conjurer le mal.

Rappelons qu'en août 1937, au moment où fut constituée, par décret, la Société Nationale des Chemins de Fer Français, la dette des réseaux envers le fonds commun — alimenté par des avances de la Banque de France — était de 35 milliards, au moins. Ce déficit a largement contribué à la dévaluation du franc et à l'Etat a dû prendre cette dette à sa charge. La liquidation de ce lourd passif n'a pas amélioré la situation et le déficit s'est accru, pour l'année écoulée, de plusieurs milliards.

L'opinion publique estime qu'une telle situation ne peut durer ; c'est également notre avis, mais encore estimons-nous qu'il ne suffit pas de dénoncer le mal, mais qu'il faut surtout essayer de trouver les remèdes propres à le faire régresser, sinon disparaître.

Un bref historique des Chemins de Fer Français nous aidera à mieux comprendre la situation.

**A) Origine des chemins de fer**

Les premiers chemins de fer français remontent à 1823 (ligne de Saint-Etienne à la Loire). En 1826, les frères Séguin établirent la ligne de Saint-Etienne à Lyon par Saint-Chamon sur laquelle les trains de voyageurs circulèrent dès 1832. En 1833, le législateur réserva à l'Etat la concession des lignes nouvelles, par la loi du 27 juin 1833. Les chemins de fer étaient alors le seul mode de transports publics et les textes de l'époque révélaient que, si une concurrence routière avait été prévisible, la construction de lignes ferroviaires n'aurait pas été entreprise sur une aussi grande échelle.

**B) La collaboration de l'Etat et des compagnies de chemins de fer**

L'Etat, concessionnaire des lignes de chemins de fer, en consent l'ex-

ploitation à des compagnies fermières auxquelles il donne des garanties financières, les conventions de 1857 et 1859 assurent un revenu réservé aux actionnaires de ces compagnies. De ce fait, on peut dire que les réseaux, dès leur origine, n'ont pas exploité à leurs risques et périls.

Au fur et à mesure de son développement, le chemin de fer se révèle de plus en plus comme un « outil national », la notion d'un « service public » est admise, le principe du droit de rachat par l'Etat est reconnu et le matériel roulant, ainsi que l'outillage, sont donnés en gage par les réseaux à l'Etat. Le développement considérable donné aux chemins de fer en 1883 par le programme de FREYCINET amène une nouvelle convention qui octroie aux actionnaires des garanties encore plus complètes.

Après la guerre, la convention de 1921 assure la collaboration financière des réseaux et de l'Etat et institue la possibilité des avances de fonds, c'est l'établissement de ce fonds commun dont nous avons déjà parlé.

En 1937, la lamentable situation de ce fonds commun oblige l'Etat à la constitution d'une Société Nationale.

Mais ce changement du mode d'exploitation des chemins de fer s'avère impuissant à combler le déficit ; c'est ailleurs qu'il faut chercher les remèdes.

**C) Le monopole des transports publics**

Dans le passé, on peut dire que, pour le posséder le monopole des chemins de fer, l'Etat possédait le monopole des transports publics, c'est pourquoi il a pu engager des sommes considérables dans l'établissement et l'organisation des réseaux.

Aujourd'hui, par suite de la concurrence des transports routiers et même fluviaux (du fait du développement de la péniche à moteur) les chemins de fer ont été déçus de leur monopole.

Comment une telle situation a-t-elle pu apparaître et se développer ? Nous l'expliquerons ainsi :

Pendant une période d'exceptionnelle prospérité et de l'interdiction des Pouvoirs publics — jointe à celle des réseaux qui, à l'époque, n'ont pas voulu voir le danger — de nombreux transporteurs routiers se sont installés dans un régime anarchique. Les législateurs de 1923 à 1939 se sont montrés singulièrement moins avisés que ceux de 1823 et ont peut-être pensé qu'après cent ans de régime parlementaire le sens de l'intérêt national s'est fortement atténué chez nos gouvernements.

**D) Le chemin de fer « service public » et « outil national »**

Une notion doit dominer toute la politique des transports, c'est celle que nous venons de définir plus haut.

Peut-on supprimer les chemins de fer ? Poser la question, c'est la résoudre ; elle constitue à elle seule une énorme absurdité et il n'est pas possible d'y répondre par l'affirmative plus qu'à cette autre question : faut-il supprimer notre armée ? Mais alors, il faut faire au chemin de fer la place qui lui est due et lui donner la priorité sur tous les autres moyens de transports publics par suite des services qu'il rend et qu'il est appelé à rendre à la communauté nationale. Seule une coordination rationnelle de tous les moyens de transports qui s'offrent de nos jours, permettra d'obtenir ce résultat.

Nous traiterons plus loin ce sujet, mais nous voudrions démontrer d'abord la supériorité que possède le chemin de fer sur les autres transports publics en nous attachant plus particulièrement à faire la preuve que :

Les services routiers ne consti-

## Comment se pose la question

lièrement indiqué de mettre le Comité du travail dans l'obligation de faire le sien. Point n'est besoin pour cela de pétition.

Hélas ! la nouvelle réglementation du travail permet tant de choses que bien souvent nous sommes obligés de constater la légalité des mesures incriminées.

C'est pourquoi la première réforme à obtenir est encore celle qui nous restituera le droit qu'un gouvernement démocratique n'aurait jamais dû nous ravir : celui de collaborer, lorsqu'il s'agit d'une question aussi capitale que celle de la réglementation du travail.

Nous n'obtiendrons cette réforme qu'en convainquant la majorité des Parlementaires du devoir qu'ils ont de modifier une législation d'exception. La Fédération a déjà réalisé, dans cet ordre d'idées, un important travail. Nos commissions techniques, aidées de tous, doivent continuer leurs efforts pour l'œuvre de critique et de la recherche de solutions meilleures. C'est encore le seul vrai moyen d'aider à l'obtention du résultat heureux que nous souhaitons tous.

Léon DELSERT.

**Un devoir  
de reconnaissance**

Huitième liste

Saint-Quentin. .... 100  
Somain. .... 150  
Tourcoing. .... 100  
Le Tréport. .... 85  
Amiens. .... 200  
Cambrai. .... 50  
Ales. .... 100  
Avignon. .... 60  
La Foulleuse. .... 25  
Paris-Ouest Dames (2<sup>e</sup> versement). .... 66  
Rennes (2<sup>e</sup> versement). .... 160  
Angoulême. .... 30  
Tours (3<sup>e</sup> versement). .... 85  
Le Blanc. .... 45  
Audun-le-Roman (3<sup>e</sup> versement). .... 5  
Conflans-Jarny (2<sup>e</sup> versement). .... 10  
Troyes. .... 125  
Vaires. .... 376 50  
Divers. .... 40

Total. .... 1 821 50  
Listes précédentes. .... 25 823 75

Total général. .... 27 645 25







# LE COIN DES CADRES

## Dessinateurs et Agents d'Etudes

Après diverses décisions contradictoires de la S.N.C.F., la situation est la suivante pour les élections :  
— Les catégories dédoublées créées en janvier subsistent : échelles 5 à 10 et 11 à 14 ;  
— Les délégués élus en novembre sont répartis dans les catégories selon leur échelle, ils y conservent le titre (titulaire ou suppléant), et le rang qu'ils occupent depuis novembre ;  
— Des élections complémentaires interviendront pour pourvoir aux postes vacants.

## La Commission.

### LES FACILITES DE CIRCULATION DES HONORAIRES

La Société Nationale n'a pas encore pris de décision sur les facilités de circulation qu'elle accorde à ses Fonctionnaires Honoraires. Le règlement de 1936 est mort, par suite de l'attentat commis sur sa personne par la S.N.C.F. et le Ministère. Il a été enterré le 31 décembre 1938. Il devait être remplacé le 1<sup>er</sup> janvier 1939 par un règlement élaboré sans la participation des syndicats. On a sans doute craint que leur intervention ne soit une cause de retard !

Le fait est là : nous sommes à fin février et nous attendons. On a prolongé jusqu'au 31 mars la validité des cartes de circulation et des cartes à 90 0/0 ; mais cela est un pis aller et un aveu d'impuissance à aboutir dans des délais normaux. Il est question de donner à l'Honoraire, la carte Région et des permis S.N.C.F., mais les modalités de ce deuxième point sont sans cesse remises en question.

Nos grands Patrons ont voulu tout régler seuls et le résultat n'est pas brillant. Il est vrai qu'il en est ainsi dans de nombreux domaines et que l'impuissance de la S.N.C.F. à aboutir dans des délais normaux ne surprend que ceux qui sont éloignés du Centre.

### LE SYNDICAT CHRETIEN DES CADRES D'ALSACE-LORRAINE

Nous avons eu la joie, le 15 janvier 1939, de représenter la Section Fédérale des Cadres à l'Assemblée générale du Syndicat Chrétien des Cadres d'Alsace-Lorraine. Précédée d'un repas qui nous permit de discuter avec les membres du Bureau syndical les questions importantes de l'heure présente, cette réunion fut un magnifique succès pour notre Mouvement spécialisé d'Agents des Cadres et Techniciens.

143 Agents des Cadres, venus des coins les plus éloignés du Réseau A.-L., assistaient à cette réunion qui fut extrêmement vivante. Elle fut ouverte par le Président du Syndicat Chrétien des Cadres, WILLINGER, qui, dans un bel exposé, rappela la formation et le but du Syndicat, montra son activité sur le plan du recrutement comme sur le plan électoral, souligna les succès remportés et opposa notre façon de voir et d'agir à celle de nos voisins. Son exposé fut unanimement applaudi et fut suivi d'un vote de confiance à l'égard de celui qui suivit du Secrétaire Général de l'Union A.-L., SCHMITT.

Notre ami SCHMITT exposa longuement en dialecte, sans jamais laisser l'assistance, la position des Syndicats Chrétiens d'Alsace-Lorraine en face des problèmes régionaux. Il souligna les efforts, développés de plus en plus, pour sauver le plus possible de l'ancienne autonomie de Réseau et énuméra les revendications spéciales aux Cheminots A.-L.

Nous écoutâmes ensuite, l'honneur de rappeler l'histoire du mouvement des Cadres, d'en décrire le développement sur les diverses régions, d'en préciser l'organisation et d'en exposer le programme revendicatif.

Une longue et très amicale discussion suivit, à laquelle prirent part des représentants des Chefs de District, des Chefs de Gare, etc. ; notre ami WILLINGER en tira des conclusions unanimement applaudies et fit adopter l'ordre du jour ci-après. Le Président des Syndicats Chrétiens d'Alsace-Lorraine, Vice-Président de la Fédération, KUHRT, remercia les assistants et dit toute sa confiance dans le triomphe du Syndicat Chrétien des Cadres d'Alsace-Lorraine.

Nous sommes heureux de faire écho à cette conclusion et de dire à tous nos adhérents « Cadres » l'impression que nous avons gardée de cette journée : l'Alsace-Lorraine nous a montré la voie ; elle possède déjà le groupement « Cadres » le plus important de sa Région et ses progrès s'accroissent au point qu'elle aura bientôt le seul groupement « Cadres » ayant vraiment une importance et une influence notables.

Avant de terminer, nous nous en voudrions de ne pas rappeler le nom de celui qui a lancé le mouvement dans des conditions difficiles : notre ami ACKER, et

qui a voulu se retirer pour laisser sa place de Président à un militant plus expérimenté dans les questions « Cadres ». Comme président d'honneur, il continue son activité syndicale, ce dont nous ne pouvons que le remercier.

A. MUCHERIE

### ORDRE DU JOUR DES CADRES D'ALSACE-LORRAINE

Les membres du Syndicat Chrétien des Cadres réunis en grand nombre, le 15 janvier 1939, en assemblée régionale dans la grande salle de la « Brasserie du Pêcheur » à Strasbourg.

Après avoir entendu les rapports des camarades WILLINGER, SCHMITT et MUCHERIE,

Après avoir constaté avec plaisir l'essor magnifique pris par le mouvement chrétien des cadres,

Font confiance au Comité et le chargent de poursuivre avec énergie l'aboutissement des revendications d'ordre régional et notamment :

Le rétablissement d'une direction régionale à Strasbourg.

La suppression de la retenue de 3 0/0. Le règlement définitif de la question des agents F.

Donnent mandat au Comité de poursuivre, en accord avec la Commission Fédérale des Cadres de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, l'aboutissement de nos revendications d'ordre général et notamment :

L'adaptation de nos traitements au coût de la vie.

La révision générale des échelles des agents des cadres,

Le respect de la semaine de 40 heures. L'aménagement du régime des facilités de circulation de nos familles et camarades retraités.

Se séparent aux cris de :

Vive le Syndicat Chrétien des Cadres ! Vive l'Union des Syndicats Chrétiens des Cheminots d'Alsace-Lorraine !

Vive la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France !

### OU EN SONT NOS VOISINS ?

Nous avons toujours considéré comme un des éléments essentiels de notre action syndicale d'informer nos adhérents du sens et de l'importance de notre action et le meilleur mode d'information étant sans conteste le journal, nous avons très souvent développé ce que nous voulions entendre pour permettre à nos mandants de se prononcer dans les réunions ou d'intervenir auprès des militants.

Nous croyons, en agissant ainsi, faire simplement notre devoir de Chefs Syndicalistes, mais d'autres n'agissent pas aussi démocratiquement et de partout on nous signale que nos voisins de la Fédération des Cadres annoncent à leurs adhérents une rupture avec la C.G.T., dans leur permettre d'en connaître les motifs. Fidèles à notre devoir d'informateurs, nous croyons devoir nous substituer à eux. Nous n'avons aucune idée de vaine polémique, mais nous ne pouvons admettre que des Agents de Cadres soient traités comme quantité négligeable et, par-dessus les étiquettes syndicales, nous voulons recréer le rôle moral et franc du Syndicalisme.

Nous donnons donc ci-après un extrait d'une circulaire adressée par le Syndicat des Cadres du Nord (C.G.T.) à ses militants (ce qui oblige le titulaire du compte à l'ordre du jour du prochain Congrès) :

« Les négociations entreprises avec la C.G.T., ont heureusement abouti à l'accord suivant :

« Il résulte des renseignements recueillis que nous ne pouvons pas absolument rester dans la position actuelle « sans peine de voir nos effectifs diminuer de plus en plus, pour sauver le plus possible de l'ancienne autonomie de Réseau et énuméra les revendications spéciales aux Cheminots A.-L. »

Nous écoutâmes ensuite, l'honneur de rappeler l'histoire du mouvement des Cadres, d'en décrire le développement sur les diverses régions, d'en préciser l'organisation et d'en exposer le programme revendicatif.

Une longue et très amicale discussion suivit, à laquelle prirent part des représentants des Chefs de District, des Chefs de Gare, etc. ; notre ami WILLINGER en tira des conclusions unanimement applaudies et fit adopter l'ordre du jour ci-après. Le Président des Syndicats Chrétiens d'Alsace-Lorraine, Vice-Président de la Fédération, KUHRT, remercia les assistants et dit toute sa confiance dans le triomphe du Syndicat Chrétien des Cadres d'Alsace-Lorraine.

Nous sommes heureux de faire écho à cette conclusion et de dire à tous nos adhérents « Cadres » l'impression que nous avons gardée de cette journée : l'Alsace-Lorraine nous a montré la voie ; elle possède déjà le groupement « Cadres » le plus important de sa Région et ses progrès s'accroissent au point qu'elle aura bientôt le seul groupement « Cadres » ayant vraiment une importance et une influence notables.

Avant de terminer, nous nous en voudrions de ne pas rappeler le nom de celui qui a lancé le mouvement dans des conditions difficiles : notre ami ACKER, et

qui a voulu se retirer pour laisser sa place de Président à un militant plus expérimenté dans les questions « Cadres ». Comme président d'honneur, il continue son activité syndicale, ce dont nous ne pouvons que le remercier.

A. MUCHERIE

# La Vie Fédérale

## BUREAU FEDERAL

### Réunion du 17 janvier

Présents : GARNIER, Mlle BERDIN, DRACH, Mlle BRISARD, CHENELET, Mlle TRICOT, AMARGER, CERLES, L. DELSERT, GILLET, GUENARD, GUYON, PAILLIEUX, DARNET.

Excusés : MONTALS, BONNEAU.

Après l'adoption du procès-verbal de la précédente réunion, GARNIER fait part des vœux adressés par la Fédération Internationale.

On étudie ensuite les questions suivantes :

— Programme d'excursion pour un voyage en Alsace en juin prochain ;

— Tenue du Conseil fédéral les 7 et 8 octobre, à Strasbourg, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire des syndicats de cheminots A.-L. (accord de principe) ;

— Commencement des auxiliaires de l'Economat de Bordeaux ;

— Demande d'audience à M. GUENARD pour l'augmentation des traitements des cheminots ;

— Compte rendu du Comité national confédéral du 15 janvier ;

— Décision de la matinée du samedi pour une demi-journée de congé ;

— Calcul des premiers variables pendant le congé annuel ;

— Assimilation des mutilés du travail aux mutilés de guerre pour les avantages de classe de voiture.

### Réunion du 21 janvier

Présents : UDIN, GARNIER, Mlle BEPIN, BONNEAU, DRACH, Mlle BRISARD, CHENELET, Mlle TRICOT, AMARGER, CERLES, L. DELSERT, GUENARD, GUYON, PAILLIEUX, SCHMITT, DARNET.

Excusé : GILLET.

Après l'adoption du procès-verbal de la réunion du 17 janvier, GARNIER soumet au Bureau les questions suivantes :

— Envoi des documents officiels par la S.N.C.F. ;

— Augmentation des traitements et allocations familiales ;

— Projet de tableau des filières ;

— Rapport financier à présenter au Conseil fédéral. Proposition d'insérer l'augmentation postale la cotisation fédérale à l'ordre du jour du prochain Congrès ;

— Organisation du travail de confection du journal. MONTALS, démissionnaire comme gérant, sera remplacé par PAILLIEUX ;

— Projet d'assurance-accidents. Constitution d'une Commission d'études comprenant des représentants des Unions de Région et de la Commission des Cadres.

### Réunion du 24 janvier

Présents : MONTALS, GARNIER, Mlle BERDIN, BONNEAU, DRACH, Mlle BRISARD, CHENELET, Mlle TRICOT, AMARGER, CERLES, L. DELSERT, GUENARD, GUYON, PAILLIEUX, DARNET.

Excusé : AMARGER.

Lecture et adoption du procès-verbal de la précédente réunion.

Questions étudiées :

— Avantages des Anciens Combattants dans les mises à la retraite d'office ;

— Demande d'audience de notre section cadres au Ministère des Travaux Publics et à la S.N.C.F.

Après l'adoption du procès-verbal de la précédente réunion, GARNIER soumet les questions à l'ordre du jour :

— Projet de modification des statuts fédéraux. La mise au point définitive sera faite à la réunion suivante ;

— Restrictions à l'admission des non-permis dans les mises à la retraite d'office ;

— Calcul du montant de la retraite pour les agents mis à la retraite d'office.

— Compte rendu de l'audience du 23 janvier chez M. GUENARD : salaires et allocations familiales, indemnités de résidence et indemnités diverses, prestations pour les mises à la retraite, situation des auxiliaires ;

— Programme des prochains cours de l'Ecole Normale Ouvrière ;

— Constitution du syndicat de Meximieux ;

— Œuvre des Pupilles de la S.N.C.F. ;

— Allocations et prêts d'honneur de la S.N.C.F. pour frais d'études ;

— Commissionnement des ex-militaires ;

— Suite des travaux du Conseil fédéral du 22 janvier ;

— Recrutement des bacheliers ;

— Prestations de la Caisse de Prévoyance pour les enfants à charge de plus de 16 ans.

Réunion du 31 janvier

Présents : MONTALS, GARNIER, Mlle BERDIN, BONNEAU, Mlle BRISARD, AMARGER, CERLES, L. DELSERT, GILLET, GUYON, PAILLIEUX, DARNET.

Excusés : Mlle CHENELET, DRACH, GUENARD.

Lecture et adoption du procès-verbal de la précédente réunion.

Questions soumises :

— Affiliation du syndicat des services centraux ;

— Désignation des représentants du Bureau fédéral aux Congrès des Unions de Région ;

— Audience à la S.N.C.F. au sujet de l'équipement des trains à un seul conducteur. La délégation est composée de BONNIER (Ouest), DARPIN (Sud-Est), PÉROUX (Sud-Ouest) ;

— Indemnité de bicyclette. L'entre à la S.N.C.F. ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

— Elections prochaines dans les catégories « Dessinateurs » ;

— Entretien avec M. SAVARY, Directeur de la Caisse de Prévoyance. Intervention auprès du Ministère pour la couverture du risque maternité de la femme de l'agent ;

postale n° 2341-Paris, à THIBAUT ROBERT, 18, rue du Sergent-Hoff, Le Perreux.

Le Secrétaire.

## Distinction

Nous avons eu la joie de saluer notre ami BOURAS Pierre, décoré de la Médaille militaire.

Le groupe de NOGENT-LE-PERREUX lui adresse toutes ses félicitations.

## NOISY-LE-SEC

Assemblée générale du 16 février

Sous la présidence du doyen d'âge, les membres du groupe ont procédé au renouvellement du bureau, ainsi constitué pour l'exercice 1939 :

Président d'honneur : DRACH, retraité, fondateur du groupe ;

Président : NICKMILLER, expéditionnaire, ateliers, délégué à la propagande ;

Vice-présidents : GUENARD, S.N.C.F. Président du syndicat EST ; MUNSCH, Député Autonormal ;

Secrétaire : MARCELIN (Ateliers) ;

Secrétaire adjoint : BERTRAND (Ateliers) ;

Treasorier : PEURAUD (Ateliers) ;

## SOMAIN

### Assemblée générale du 17 février

Notre Président MARCHAND passe la parole à TAVERNIER pour le rapport moral. Après avoir adressé un souvenir ému à l'apôtre pacifique et social que fut Pie XI, notre ami nous dit la déception qu'ont tous les syndiqués devant les méfaits venus, et à venir, des décrets-lois. Il s'applique ensuite à nous démontrer que trop de camarades nous ignorent encore, ou plutôt nous méconnaissent, et que la propagande n'est pas un vain mot, car pour le groupe de SOMAIN, nous avons enregistré de nombreuses adhésions pour l'année 1938. Il fait, également, un vibrant appel en faveur du Congrès du Bourget. Une dizaine de camarades y répondent. La parole est ensuite passée au camarade BARA pour le rapport financier. Celui-ci reçoit les félicitations unanimes pour la parfaite gestion de la Caisse. On procède ensuite au renouvellement du bureau constitué comme suit :

Président : MARCHAND ;

Président adjoint : CORNILLE ;

Secrétaire : TAVERNIER ;

Secrétaire adjoint : CHATELAIN ;

Treasorier : BARA ;

Commission de Contrôle : BUISSON, PIERRETON

Membres : DEBOURG, CANONNE, ROUSSEAU, LOMPRET, COUTEL, SIMON, PETIT.

Prochaine réunion le 7 mars.

Le Secrétaire de séance.

### TOURCOING

#### Assemblée générale du 22 janvier

Un nombreux auditoire assistait à cette réunion.

TALLIER, qui présida la séance, passa d'abord la parole au Trésorier, HAMAU, qui lui fit le compte rendu financier puis à BLONDEL, qui, en un long exposé très intéressant, parla :

1<sup>o</sup> Du déficit des chemins de fer, principalement par de nombreuses causes aux-quelles il serait facile de porter remède ;

2<sup>o</sup> Des notes de fin d'année, dont le nouveau mode de notation, bien que bénéficiant de quelques avantages, est de beaucoup moins intéressant que le précédent ;

3<sup>o</sup> De la grève du 30 novembre, grève nettement politique.

La C.F.T.C., bien que sol-disant « Syndicat d'Action », a par son attitude, fait échec à cette grève, n'approuvant toutefois pas pour cela l'infirmité des décrets-lois dont certains trappistes du durcissement de l'ouvrier, et surtout le cheminot.

L'intéressant exposé de BLONDEL, reçu l'approbation de tout l'auditoire, et une tombola suivie d'un apéritif-surprise termina la réunion.

Le Secrétaire.



**PARIS RIVE GAUCHE**

A l'Assemblée générale statutaire du 10 février, le Bureau a été ainsi constitué :

Président : TERRIEUX, Jean (Matériel) ;

Vice-Président : ABEL, Gérard (Traction) ;

Secrétaire : MENGUY, Jean (Exploitation) ;

secrétaire des Hautes-Sorrières, FONTENAY-ARX-Roses ;

Secrétaires adjoints : GALICE, Pierre et CARRE, Raymond (Matériel) ;

Tésorier : GUITARD, Pierre (Matériel), 4, avenue du Parc, BOURG-LA-REINE ;

Tésorier adjoint : FAURE, Marlus (Exploitation) ;

Commission de contrôle : PAINTURIER, René, JAOUEN, Jean, ROY, Henri ;

Membres : GODARD, CONILLEAU, RHONE, JARNY, COURCOUX fils, LEMAY.

A partir de mars, le Conseil syndical se réunira le premier vendredi de chaque mois, à 17 h. 30, 81, rue de la Mairie, VANVES.

Une réunion de propagande aura lieu le **vendredi 10 mars**, à 18 h. 30, rue de la Mairie, PARIS, 16 (300 mètres du métro Porte de Vanves, 100 mètres de la gare d'Ouest-Ceinture).

*Le Secrétaire : MENGUY.*

**Etabl. D. S., 50, rue Rochechouart, Paris. T.: Trud. 86-07.**